

Appropriation de l'adaptation

Gouvernance du financement de l'adaptation climatique par un pays

www.oxfam.org



Le projet d'eau potable et assainissement pour les collectivités au Bangladesh au sud-ouest. Golam Rabban/Oxfam.

Alors que le financement de l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement commence à affluer, il est essentiel que la gouvernance du financement au niveau mondial et au niveau du pays soit adaptée de sorte que les besoins des personnes les plus vulnérables soient satisfaits. La question centrale est celle de la détention par les pays du financement de l'adaptation au changement climatique. Les fournisseurs de financement de l'adaptation doivent laisser aux pays en développement la place du conducteur, tandis que ces pays doivent faire preuve de leadership et répondre aux besoins des personnes les plus touchées par le changement climatique. Plus important encore ; la société civile et les communautés vulnérables doivent être en mesure de diriger et d'obtenir qu'on leur rende des comptes sur la façon dont le financement de l'adaptation est utilisé.

Résumé

Les communautés vulnérables qui existent à travers le monde ressentent déjà les effets du changement climatique. Ces collectivités ont un besoin d'une aide urgente afin de renforcer la résilience et d'entreprendre des efforts d'adaptation au changement climatique devenus une question de survie et un moyen essentiel de maintenir les moyens de subsistance.

Cependant, alors même que le financement de l'adaptation au changement climatique commence à affluer vers les pays en développement, il n'est pas encore évident de savoir si le financement sera capable de répondre à ces besoins immédiats et urgents, et le fait d'être certain que ces fonds parviendront aux plus vulnérables demeure une question essentielle, mais sans réponse.

Cela représente un défi nouveau et différent au regard des problèmes de développement rencontrés par le passé ; le financement de l'adaptation au changement climatique ne devrait pas être considéré comme une aide au sens traditionnel du terme. Cependant, il existe de nombreux enseignements pertinents tirés de l'expérience en matière de développement et d'efficacité de l'aide.

Pour que le financement de l'adaptation soit efficace et pour qu'il puisse atteindre ceux qui ont le plus besoin, les pays en développement doivent s'appropriier et être impliqués dans le processus, en mettant l'accent sur le développement de stratégies d'adaptation des pays.

L'appropriation par les pays du financement de l'adaptation au changement climatique implique un rôle important pour les gouvernements des pays en développement. Toutefois, les gouvernements ont aussi l'obligation de créer les structures de gouvernance nationale nécessaires et de rendre des comptes à la société civile et à leurs citoyens, en particulier les plus vulnérables.

Le financement de l'adaptation au changement climatique se trouve encore à un stade embryonnaire, et peut être façonné de telle sorte que les pays en développement et en particulier les communautés vulnérables puissent guider la façon dont il sera utilisé. Cela représente une importante fenêtre d'opportunité.

Il existe actuellement un certain nombre de canaux de financement de l'adaptation pour lesquels cela est essentiel, alors que le nouveau fonds vert mondial pour le climat, en particulier, a le potentiel pour favoriser une nouvelle approche de la gestion du financement de l'adaptation au changement climatique aux niveaux mondial et national.

Ce n'est pas une tâche anodine ou aisée. Oxfam a examiné la façon dont le financement de l'adaptation commence à être mis en œuvre dans un certain nombre de pays. Il est clair que les fournisseurs de financement

internationaux et les gouvernements nationaux seront amenés à corriger les trajectoires de manière importante.

- Le financement de l'adaptation est souvent canalisé autour des gouvernements, par des voies multiples et non coordonnées, et sans se conformer aux investissements et aux plans de développement ou d'adaptation nationaux visant à renforcer les capacités nationales ;
- Au niveau national, alors que les gouvernements commencent à mettre en place des structures et des stratégies préalables pour administrer le financement de l'adaptation, il existe encore souvent un manque de leadership clairement identifié et une coordination adéquate et une cohérence d'un gouvernement à l'autre font aussi souvent défaut. De plus, le manque de capacité de nombreux pays en développement entrave ces efforts ;
- Plus important encore, la participation et la responsabilisation de la société civile et des communautés vulnérables, en particulier celle des femmes, restent encore des objectifs à atteindre dans la plupart des pays.

En dépit de ces lacunes de départ, il est possible de créer une approche où le financement de l'adaptation est réellement entre les mains des pays en développement.

Il est nécessaire que les fournisseurs du financement de l'adaptation, en particulier dans le cadre du Fonds d'adaptation au changement climatique, fassent des pays les pilotes de l'utilisation de ces fonds. Les gouvernements des pays doivent donc conduire et créer des processus nationaux qui répondent aux besoins de leurs communautés les plus vulnérables.

Les fournisseurs de financement de l'adaptation doivent positionner les pays en développement à la place du conducteur

- Le financement de l'adaptation doit être canalisé par une entité nationale choisie par le gouvernement et sur la base d'une stratégie nationale d'adaptation conçue grâce à un processus participatif, conduit par le pays.
- Le financement de l'adaptation devrait être harmonisé et devrait être fourni grâce à un canal cohérent ; la majeure partie des ressources d'adaptation internationales doit passer par le nouveau fonds vert mondial pour le climat ;
- Les pays doivent être dotés des ressources et de la capacité nécessaires pour développer et mettre en œuvre des stratégies nationales d'adaptation.

Les pays en développement doivent faire preuve de leadership

- Un leadership efficace de la part du gouvernement doit être établi pour la planification de l'adaptation et l'utilisation du financement, et celui-ci doit être conduit par un ministère ou un organisme clairement identifié ;
- Un processus de coordination efficace des agences et des multiples ministères doit être créé pour élaborer et superviser une stratégie

d'adaptation qui soit cohérente avec la stratégie de développement du pays.

Il faut rendre des comptes sur les programmes d'adaptation et l'utilisation des fonds auprès des plus vulnérables

- Les stratégies d'adaptation et l'utilisation des fonds doivent être conçues et mises en œuvre par les pays avec la pleine participation des communautés vulnérables et de la société civile, et elles doivent être transparentes et permettre de rendre des comptes à ces derniers ;
- Les fournisseurs de financement, en particulier par le biais du fonds vert pour le climat, devraient contribuer à garantir que les stratégies de pays sont participatives et responsables, notamment en fournissant les ressources nécessaires pour atteindre ce but ;
- L'égalité des genres et le leadership des femmes doivent être au cœur de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies nationales.

© Oxfam International Juin 2011

Cet article a été écrit par Rebecca Pearl-Martinez. Oxfam remercie David Waskow, Bert Maerten, Tim Gore, Senait Regassa, Le Kim Dung, Ziaul Hoque Mukta, Andy Baker, Sophoan Phean, Kalayaan Constantino, Prabin Man Singh, Edgardo Santoalla, et Kristina Gaerlan pour leur contribution à sa production. Il fait partie d'une série de documents qui visent à alimenter le débat public sur le développement et sur les questions de politique humanitaire.

Cette publication est protégée par les droits d'auteur, mais le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour toute reproduction dans d'autres circonstances, ou pour une réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être facturés. E-mail publish@oxfam.org.uk.

Pour de plus amples renseignements sur les questions soulevées dans ce document, veuillez nous écrire par email advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document sont correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-84814-886-4 en Juin 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de quinze organisations qui travaillent ensemble dans 98 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à l'injustice :

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org),
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au),
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be),
Oxfam Canada (www.oxfam.ca),
Oxfam France (www.oxfamfrance.org),
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de),
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk),
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk),
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),
Intermón Oxfam (www.intermonoxfam.org),
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org),
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org),
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz),
Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl),
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Les organisations à la suite sont actuellement membres observateurs d'Oxfam, et travaillent pour une affiliation à part entière :

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Veuillez écrire à l'une de ces agences pour de plus amples renseignements, ou visitez www.oxfam.org . Email : advocacy@oxfaminternational.org

www.oxfam.org



Oxfam